

Sidérurgie / Durs lendemains pour l'ex-« vitrine sociale » de Mittal Steel

Mittal lamine l'emploi à Gandrange

C'était il y a moins de deux ans, au plus fort de la bataille médiatique opposant le sidérurgiste Arcelor à son prédateur Lakshmi Mittal. Ce dernier, soupçonné de n'avoir du dialogue social qu'une vision biaisée voire tronquée, avait ouvert à la presse les portes de son usine de Gandrange en Lorraine. Objectif ? Démontrer qu'il n'avait pas de leçons à recevoir d'Arcelor/Usinor qui, en 1999, lui avait cédé pour le franc symbolique cet outil condamné et que lui, l'accusé, avait redressé.

Qu'en est-il aujourd'hui ? « Mittal avait fait de nous sa vitrine sociale et maintenant il nous laisse tomber », lâche Edouard Martin, représentant syndical (CFDT) au conseil européen d'entreprise du sidérurgiste. En cause : la décision du groupe d'y supprimer près de 600 emplois (60 % des effectifs), en raison de la fermeture de l'aciérie électrique et du train à billettes, désormais devenus non rentables. Le détail du plan social n'est pas connu, mais des transferts de travailleurs vers d'autres sites au-

raient été évoqués par le groupe.

Côté syndical, les mots sont très durs. « C'est un vrai scandale, poursuit le représentant de la CFDT. Le marché de l'acier est porteur, nous avons des clients, et nous refusons donc le principe même de cette fermeture. La vérité, c'est que nous payons le prix d'erreurs de gestion, que nous avons d'ailleurs fait évaluer par des experts comptables : elles se chiffrent en centaines de millions d'euros. »

Et de citer, notamment, un changement malheureux de four-

nisseur d'électricité (« 40 millions de surcoût »), des pertes de coulées d'acier à haute valeur ajoutée qui seraient notamment dues à une formation lacunaire des nouveaux engagés (« 300 millions »), un « défaut chronique d'investissement » sur plusieurs années et, enfin, une centralisation des commandes au niveau du groupe qui aurait été néfaste au site lorrain.

Mais pourquoi, si la gestion était si critiquable à leurs yeux, les syndicats n'en ont-ils pas fait mention en 2006 lorsque Mittal

Steel les avait sollicités ? Il semblerait que le mauvais souvenir laissé par Arcelor avant 1999 ait justifié le souci de soutenir leur repreneur, à une époque où, du reste, les chiffres étaient encore dans le vert. « Ceci nous donne en tout cas le sentiment d'avoir été manipulés, souligne le représentant du front commun syndical. Et nous incite à mettre en garde nos collègues au sein d'Arcelor-Mittal vis-à-vis des belles promesses de ce groupe qui n'hésite pas à trancher, sans aucun état d'âme. » ■

BENOÎT JULY